



RESPECT - SDSR

Termes des Référence :

Évaluation finale du projet RESPECT-SDSR des jeunes OKP-SHL-10053 , Date : Mars 2023



KIT Royal
Tropical
Institute



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands

nuffic



Lieu : Mali, Burkina Faso, Niger et Pays-Bas
Ouverture : Mars 2023
Date limite de proposition : 31 Mars 2023
Type de contrat : Contrat Individuel
Niveau : Consultant National
Langues requises : Français,
Date de clôture de évaluation : 17 Mai 2023
Durée du contrat : 25 jours
Durée de la consultation : 25 jours en avril et mai 2023

Contactez : **Lalla Fatouma Traore**
Coordinatrice du projet RESPECT
DERSP Mali
lfatouma@hotmail.com
+223-69731343

Dao Dramane
Partenaire technique CGIC Mali
ddao08@yahoo.fr
+223-76028738

1 Introduction

RESPECT-SDSR des jeunes est un projet financé par le Nuffic/Orange Knowledge Programme (OKP). Le nom du projet est dérivé du nom entier du projet Recherche, Enseignement en SDSR et Plaidoyer pour l'Égalité : une Collaboration Transformatrice régionale en SDSR (RESPECT-SDSR). Le projet RESPECT-SDSR des jeunes vise à développer et enraciner les collaborations entre acteurs associatifs, ONG, et les instituts éducatifs afin que les curricula se renforcent par la réalité du terrain et des preuves scientifiques sur la SDSR des jeunes pour finalement adapter et améliorer les soins et les enseignements de la SDSR.

Mali, le Niger et le Burkina Faso sont confrontés à des défis complexes, sociétal, sécuritaire, et de santé. Ces pays sont caractérisés par un taux de croissance démographique élevé et une population majoritairement jeune ce qui compromet leur chance de capturer un dividende démographique. Les taux de chômage et de pauvreté sont aussi en croissance avec un accès limité aux soins de santé et à l'éducation. Les conséquences de cette situation sont surtout visibles chez les femmes et les filles avec un risque plus élevé de violence et de plus grandes difficultés d'accès aux soins de santé, à l'éducation, au logement et à l'emploi.

Le projet- RESPECT SDSR des jeunes est un partenariat du Département d'Enseignement et Recherche de Santé Publique (DERSP) de la Faculté des Sciences Médecine et d'Odontostomatologie (FMOS) au Mali, le Département de Santé Publique de la Faculté des Sciences de la Santé (FSS) Université Abdou Moumouni de Niamey, UAM (Niger), le Département de Santé Publique, de l'Unité de Formation et Recherche en Sciences de la Santé (UFR/SDS) au Burkina Faso, l'ONG AGIR-SD au Burkina Faso et l'ONG Lafia Matassa au Niger avec l'Institut Royal des

Tropiques (KIT) et les organisations maliennes CGIC, ASDAP et Doniblog (l'équipe technique) pour répondre aux objectifs du projet.

Les institutions éducatives ainsi que les ONGs ont été identifiées comme les acteurs clefs pour faire évoluer les problématiques de SDRS, en particulier chez les jeunes. Si les problématiques de santé reproductives sont déjà abordés dans l'enseignement pas les instituts formation, les questions concernant les droits et les choix en termes de reproduction et de sexualité, critiques chez les jeunes, sont encore largement ignorés dans les curricula. Pour garantir que ces aspects soient pris en compte de manière inclusive, le partenariat RESPECT-SDSR compte développer et enraciner les collaborations entre acteurs associatifs, ONG, et les instituts éducatifs afin que les curricula se renforce par la réalité du terrain, et que les associations puissent bénéficier d'informations pour mieux ciblés leurs campagnes, ceci grâce à l'observatoire.

L'objectif principal du projet est de renforcer les capacités d'enseignement secondaire technique et professionnel et supérieur pour développer une approche sous régionale de renforcement de la résilience communautaire et la SDRS.

Les objectifs spécifiques vont contribuer à la concrétisation directe des objectifs principaux du projet

1. Les départements de Santé Publique des universités du Mali, Niger et Burkina Faso ont renforcé la formation sur la SDRS des jeunes et le genre.
2. Le partenariat RESPECT-SDSR génère et utilise des preuves scientifiques sur la SDRS des jeunes dans des efforts de sensibilisation, d'éducation et de plaidoyer auprès des gouvernements locaux/régionaux.
3. Les départements de santé publique d'instituts de formation et des ONGs collaborent pour leur renforcement institutionnel et sont plus intégré dans l'environnement du régional

Tous les projets OKP de Nuffic devant être mis en œuvre sur plusieurs années sont encouragés à réaliser des évaluations finales. Outre qu'elle permet d'examiner de manière indépendante et approfondie les progrès au niveau de l'exécution, ce type d'évaluation est conforme aux décisions prises par le comité de pilotage du projet relativement à la transparence et à l'amélioration de l'accès à l'information pendant l'exécution.

Cette activité d'évaluation finale externe du projet RESPECT- SDRS des jeunes est une étape indispensable non seulement pour l'engagement contractuel mais aussi pour apprécier et partager le niveau d'atteintes des objectifs et des résultats du projet avec les acteurs impliqués dans la mise en œuvre d'une part et d'autre part avec les autorités nationales du pays. Elle fait partie du plan détaillé des actions à mener à la fin du projet avec les objectifs ci-après.

2. Objectifs de l'évaluation finale

L'évaluation finale permettra d'apprécier le progrès accomplis vers la réalisation des objectifs et des résultats qui étaient attendus du projet. Elle examinera aussi les bonnes pratiques et les leçons apprises dans la mise en œuvre du projet et la durabilité des activités. Il s'agit spécifiquement de :

- i. Examiner les réalisations et les résultats par rapport au cadre logique du projet en procédant à une analyse critique et à la revue des réalisations et des résultats du projet
- ii. Identifier les obstacles ayant entravé la réalisation des objectifs du projet ;
- iii. Passer en revue tout retard intervenu dans le démarrage et la mise en œuvre du projet, définir ce qui a causé ces retards et voir si les causes ont été éliminées ou redressée ;
- iv. Examiner que les objectifs et les approches étaient en phase avec les politiques de développement et de genre du Mali, du Burkina Faso et du Niger
- v. Examiner l'efficacité globale de la gestion de projet telle qu'énoncée dans le document de projet ;
- vi. Examiner la communication interne avec les parties prenantes concernant le projet : la communication est-elle régulière et efficace avec les parties prenantes ? Contribue-t-elle à sensibiliser ces dernières aux réalisations et aux activités liées au projet,
- vii. Examiner les investissements réalisés par les bénéficiaires et leur durabilité en lien avec les résultats du projet?
- viii. Examiner les réalisations avec des parties prenantes externes (p.e. le ministère, le Nuffic, autres) et la communication externe
- ix. Examiner comment les risques politiques, environnementaux, institutionnels et socio-économique ont été adressés ou surmontés pour l'atteinte des résultats et la durabilité du projet:
- x. Faire le point des bonnes pratiques et les leçons apprises de la mise en œuvre du projet.

3. Méthodologie

Il s'agit d'une évaluation finale externe qui sera exécutée par un expert indépendant (te). Il est très important que le/la consultant(e) analyse les différents documents du projet et organise des entretiens avec les informateurs clés retenus. Selon le pays de résidence du/de la consultante, il/elle effectuera en face-à face les entretiens avec les acteurs du projet dans le pays et les autres acteurs seront consultés en ligne.

L'expert indépendant en suivi et évaluation proposera une méthodologie qui permettra d'atteindre les objectifs de l'évaluation finale comme indiqué ci-dessus.

4. Livrables attendus du consultant indépendant

- Une offre technique et financière (une méthode de travail avec un planning et une proposition financière...) tous validés par le commanditaire ;
- Des questions/ guide d'entretiens pour la collecte des données auprès des parties prenantes ;
- Un rapport préliminaire à partager avec l'équipe de gestion du projet ;
- Une présentation Powerpoint sur les résultats de l'évaluation finale y compris les recommandations et conclusions à partager avec les coordinateurs pays;
- Un rapport final sur la base du feedback des parties prenantes du projet.
- Calendrier avec des livrables

5. Expertise requis

L'évaluation sera menée par d'un(e) consultant(e) indépendant(e). Le consultant ne peut pas avoir participé à la préparation, la formulation, et/ou la mise en œuvre du projet (y compris la rédaction du document de projet) et ne doit pas avoir de conflit d'intérêts en relation avec les activités liées au projet.

6. Compétences spécifiques

- une expérience antérieure avec les méthodologies de suivi et d'évaluation des projets ;
- Capable de travailler avec des délais serrés
- Bonnes compétences en rédaction et en communication, expérience de travail dans des domaines techniques concernés pendant au moins 5 ans;
- Compétences analytiques démontrables ;
- Expérience en Santé et Droits Sexuelle et Reproductif dans la région de SAHEL

L'évaluation des projets / et les expériences au sein du système de santé seront considérées comme un atout;

Le consultant devra se familiariser en détail avec le projet en prenant connaissance des documents pertinents avant le démarrage de la mission.

7. Niveau de formation

- Un Master ou doctorat dans l'un des domaines suivants : Santé publique, sciences sociales, développement durable ou tout autre domaine pertinent.

8. Expériences

- Expérience de travail dans les trois pays engagés et des domaines techniques concernés pendant au moins 5 ans;

- Des connaissances techniques et une grande expérience dans les domaines de la santé
- Capacité de rédaction attestée selon les standards internationaux, les plus élevés ;

9. Langues

- Bonne capacité de rédaction et de communication en français est exigée.

10. Composition des dossiers des candidats

(i) Proposition technique doit contenir :

- Une lettre de motivation signée par le candidat ;
- Une brève proposition technique dûment signé par le candidat ;
- Un plan de travail détaillé, avec des dates de début et de fin pour chaque action et délai indicatif pour toutes les tâches et les livrables ;
- Un CV du candidat avec l'indication claire de son nom (tel qu'inscrit sur son passeport), sa date de naissance, ses qualifications académiques, ses compétences et son expérience professionnelle.

(ii) proposition financière :

- Une proposition financière sur la base d'un montant forfaitaire incluant (les honoraires, les autres frais et le nombre de jours nécessaire pour la consultation).
- Pour permettre une meilleure appréciation du montant forfaitaire proposé, le consultant doit éclater son montant forfaitaire en indiquant clairement les frais prévus pour les honoraires, et ceux affectés aux autres frais de la consultation)

Date limite de proposition : 31 mars 2023

Disponibilité : avril et mai 2023

Data limite des livrables : 17 mai 2023

Contact : Lalla Fatouma Traoré ou Dao Dramane

Cadre logique - Projets de Collaboration Institutionnelle – Orange Knowledge Programme (OKP)

Information importante pour remplir les valeurs cibles des indicateurs : veuillez entrer pour chaque période de rapportage uniquement les valeurs cibles qui devraient être atteintes au cours de cette période. En d'autres termes, les valeurs cibles indiquées dans le cadre logique ne doivent pas être entrées de manière cumulative.

Exemple d'une entrée des valeurs cibles de façon cumulative pour un indicateur FNS: ne nombre de personnes sous-alimentées ayant un apport alimentaire amélioré.

- Valeur de base: 0

- 1 an après la fin du projet: 500

- 3 ans après la fin du projet: 500 (y compris la valeur cible un an après la fin du projet)

- 5 ans après la fin du projet: 2000 (y compris la valeur cible 1 an après la fin du projet et 3 ans après la fin du projet)

Dans la cadre logique, vous remplirez : 0 / 500 / 0 / 1500.

Titre du projet	Indicateurs	Numéro du projet
Impact sur le long terme 1. Meilleure information et plus grande liberté de choix pour des jeunes en matière de sexualité. 2. Amélioration des soins de santé publics et privés pour la planification familiale, les grossesses et les accouchements, y compris les avortements sans risque.	-Taux brute de natalité des adolescentes (âgées de 10 à 14 ans; âgées de 15 à 19 ans) réduit à 35 pour 1 000 femmes de ce groupe d'âge - 300 établissements de santé ont adopté et mis en œuvre des services de SDR et de VIH / SIDA adaptés aux jeunes. - Augmentation du pourcentage des jeunes atteints avec des informations complètes et correctes sur la sexualité, le VIH -2 % réduction du pourcentage des femmes de 20-24 mariés avant les 18 ans (indirectement **) - Augmentation des jeunes 20-24 en utilisant une méthode de contraception moderne	